

SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE À ANNABA

Des élus loin de la réalité

Sortie bâclée des élus locaux qui, réunis la semaine écoulée en session d'Assemblée populaire de wilaya (APW), avaient à étudier le budget complémentaire 2008, la rentrée scolaire 2008/2009 et la situation de la jeunesse et des sports.

De l'avis de plusieurs r e p r é s e n t a n t s d'associations de quartier, leurs interventions sur l'un ou l'autre de ces trois dossiers et dans les divers n'ont pas été à la hauteur des attentes des populations des douze communes d'Annaba. Frivoles et parfois apathiques, les élus ont paru loin de la réalité du terrain surtout en ce qui concerne la jeunesse et les sports. Navigant à vue et sans réelle prise sur les problèmes dénoncés par le premier responsable du secteur ainsi que sur les divers, ils paraissaient ne pas avoir la convenance démocratique à laquelle ils voulaient faire croire. Leurs propos étaient attentivement suivis par deux de leurs pairs sur les dix représentants d'Annaba à l'APN et au Sénat (7+3). Les élus APW sont intervenus sans arguments sérieux sur des questions

liées au quotidien des 640 000 habitants de la wilaya. Ils n'ont pas réussi à réduire un tant soit peu cette impression quasi générale que la quatrième wilaya de l'Algérie s'installe dans la médiocrité concernant la gestion de ses affaires. Et ce n'est pas le budget complémentaire 2009, approuvé lors de cette session par les élus, de 345 856 610,08 DA dont 115 075 514,83 DA pour les activités de différents services de l'administration locale qui pourrait changer grand-chose. Malgré le rituel paroissial des intervenants dans leur approche très succincte des problèmes, chacun semblait comprendre que Mohamed Ghazi, installé dans ses fionctions de wali d'Annaba il y a quelques semaines, se faisait déjà une certaine idée de la gestion de la wilaya. Sous la litote, les propos des élus écorchaient à dessein certains membres

de l'exécutif qui répondaient par des chiffres et des lettres indiscutables. «La population de la wilaya d'Annaba ne peut plus supporter certaines situations, notamment la jeunesse confrontée au chômage. Le secteur de la jeunesse et des sports est en perte de vitesse. Des installations sportives sont à l'abandon comme le montrent les images filmées de différentes infrastructures.» Cette petite incise d'un des élus renseigne en quelques mots sur l'arrière-pensée de plusieurs autres. Elle confirme ce qu'avait dénoncé le directeur de la jeunesse et des sports. Celui-ci a, en effet, affirmé que les gros moyens financiers engagés par l'Etat n'ont pas eu l'effet escompté sur le développement de la pratique sportive à Annaba. Même si en termes sibyllins, le wali a relevé certaines manques de coordination entre les secteurs d'intervention et donné quelques conseils, il s'en est tenu à l'apaisement. Et

c'est dans le souci de ménager l'APW, véritablement chancelante, qu'il préside que Zeroual Hamidani a, quant à lui, tenté d'éluder plusieurs questions sur tel ou tel autre dossier. La dérive de certains élus habitués à la pratique de la «pommade» a été clouée au pilori par Mohamed Ghazi. Ce dernier a parlé de fermeté intangible dans la gestion des affaires de la wilaya et d'un système de relation administration-élus que l'opportunisme de certains ne doit pas altérer. L'on citera à titre d'exemple le comportement d'un élu. Sans que le secrétaire général de la wilaya n'ait trouvé à dire, il s'est permis de faire croire à l'indigence de l'Etat en assurant avec ses propres finances des aménagements dans le siège de l'APW. Par ailleurs, en adoptant publiquement et à tout instant un comportement à la limite de la servilité, cet élu assène un sérieux coup à l'indépendance de l'APW et à la crédibilité de ses élus.

A. Djabali

TIZI-OUZOU

Inaugurée en 2006, la cantine scolaire de Timizart est toujours fermée

Plus de deux années après son inauguration en grande pompe, la cantine de l'école primaire du village Taouint dans la commune de Timizart, 40 km à l'est de Tizi-Ouzou, reste toujours inaccessible aux élèves.

Pourtant, en date du 13 mars 2006, une délégation de plus de 200 personnes était présente sur les lieux pour officialiser sa mise en marche. L'on se rappelle notamment de la venue de hautes autorités de la wilaya, dont Hocine Ouadah, wali en exercice alors à Tizi-Ouzou, ce qui laissait supposer d'une imminente

ouverture de la salle et probablement d'une rapide dotation en matériel de cuisine. Au bout, le statu quo est toujours de mise. Pourtant, il était évident de la nécessité d'offrir aux différents élèves affluant des villages voisins des repas pour atténuer un tant soit peu les difficultés qu'ils ne cessent de rencontrer durant leur cursus scolaire, ce qui avait motivé légitimement une telle décision justement. Une urgence toujours d'actualité et qui irrite les parents d'élèves, les enseignants et les autorités locales qui n'arrivent pas à comprendre un tel revirement de la

tutelle. Incontestablement, l'absence de cette cantine continue à pénaliser de nombreux élèves des villages Ath Saâd, Ibdache, Taouint, Tikarouine.

Par ailleurs, comme pour nous alerter sur l'état déplorable du secteur éducatif dans son volet infrastructurel à la commune de Timizart, l'on nous signale aussi qu'une autre école primaire, celle du village Tizi Bounouel en l'occurrence, avait reçu une enveloppe financière pour la construction d'une infrastructure semblable et attend éternellement l'entame des travaux.

F. B.

DRAÂ-BEN-KHEDDA

Une famille de 7 personnes menacée d'expulsion

Installée avec ses 4 enfants, en 1991, dans une cave par le comité de quartier de la cité Million, M^{me} Sebaoui Saliha, 53 ans, ouvrière depuis 28 ans au sein de la Cotitex de Draâ-Ben-Khedda, et souffrant d'une maladie chronique, est menacée d'expulsion au terme d'un jugement rendu le 4 juin 2008 par la justice au profit de sa sœur.

Le 29 de ce mois de juillet, l'huissier de justice se rendra en compagnie de la force publique chez elle pour exécuter la décision de justice. A noter que cette dame occupe les lieux depuis 17 ans sur décision d'un comité de quartier qui devait intercéder en sa faveur auprès de l'APC en vue de la régulariser en attendant de lui attribuer un logement décent.

Malheureusement, pour elle et sa famille, le président du comité qui devait faire le nécessaire s'est envolé vers la France sans intention de retour. Une année après, elle est poursuivie en justice par sa sœur titulaire d'une autorisation d'occupation de l'APC de Tizi et qui pour des raisons obscures et en dépit du fait qu'elle ait bénéficié d'un logement,

refuse de lâcher prise quant à la cave occupée par sa sœur Saliha et ses enfants dont l'aîné, 28 an ,marié et père d'un enfant de 4 ans, est chômeur, diabétique et vivant aux crochets de sa mère.

Le second de ses enfants est une lycéenne de 17 ans, le troisième, une collégienne de 14 ans, le quatrième une fillette de 9 ans. Tout ce monde-là, qui n'a pas où aller faute d'avoir pu obtenir un logement maintes fois sollicité, va être éjecté hors du vide sanitaire sans ménagement, sans égard à sa situation sociale et sans considération vis-à-vis des

menaces qui guettent les malades et les enfants mineurs. Seize années de batailles judiciaires et de vaines démarches pour obtenir un logement s'achèveront, ce 29 juillet 2008, par une dure période d'errance sans compassion et une nouvelle quête sans perspective. La titulaire de l'autorisation fait valoir son droit, le juge applique la loi, l'huissier exécute les jugements au besoin en requérant la force publique. Qui peut secourir les victimes de l'expulsion, eux, qui semblent n'avoir aucun droit ?

B. T.

SIDI-BEL-ABBÈS

Nouvelle restriction d'eau potable

Sidi-Bel-Abbès a renoué avec ses restrictions d'eau potable. En effet, depuis plus d'un mois et en prévision d'une saison estivale qui, depuis quelques années est caniculaire, l'eau coule du robinet un jour sur trois de 20 heures à minuit, situation que les populations appréhendaient au vu de la sécheresse sans précédent qui sévit cette année. Le chef-lieu et les localités situées sur le couloir de distribution à partir du barrage Sidi Abdelli (Tlemcen) ont fait dernièrement l'objet du nouveau découpage pour la distribution. Aussi pour cet été, ils ont été divisés en trois zones.

Dans le passé plus exactement avant 2003, Sidi-Bel-Abbès avait énormément souffert des restrictions d'eau et des navettes de jerricans, mais à partir de février de la même année, le chef-lieu et d'autres localités ont bénéficié d'un apport important d'eau potable à partir du barrage Sidi Abdelli, au grand soulagement des habitants qui ont eu de l'eau en abondance. Mais hélas, le climat n'a plus depuis été clément et la sécheresse a eu raison des réserves d'eau du barrage. Son niveau a énormément baissé entraînant une restriction de l'eau à un jour sur deux, hiver comme été, situation qui n'a pas trop affecté le quotidien des citoyens. Mais désormais l'ADE est passée à l'étape supérieure avec une distribution plus parcimonieuse, d'un jour sur trois. Les populations ont ressorti leur arsenal de stockage d'eau et renoué avec leurs habitudes pour parer à cette situation durant deux jours sans ce liquide vital. A signaler que la région de l'ouest, notamment Sidi-Bel-Abbès, a enregistré une très faible pluviométrie au cours de cette année, 107 mm de mars à mai pour la capitale de la Mekerra, pluviométrie jugée trop faible et qui a eu un impact désastreux sur l'agriculture, particulièrement les céréalicultures.

A. M.

SIDI HAMADOUCHE

Ouverture d'une enquête suite au constat d'une malversation à la BADR

Dernièrement, certaines anomalies ont été relevées lors de la gestion de comptes-clients au niveau de la BADR de Sidi-Hamadouche (Sidi-Bel-Abbès). Des mouvements suspects ont été constatés dans les opérations de retrait et versement sur le compte d'un client d'où plusieurs millions ont été prélevés et quelque temps plus tard, reversés. Devant cette indélicatesse, les services de sécurité ont ouvert une enquête pour s'assurer si d'autres comptes de clients n'ont pas connu de malversations et déterminer les responsabilités.

A. M.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT À MIZRANA

L'APC appelle à la mobilisation des citoyens

Afin de lutter contre les feux de forêt qui risqueraient de mettre en péril des vies humaines et causer des dégâts irréversibles à l'environnement, l'APC de Mizrana a décidé de prévenir plutôt que d'agir en pompier. Dans une note affichée dans l'ensemble des villages, les autorités locales ont exhorté «les citoyens à respecter l'interdiction de toute incinération de chaume, de broussailles et de tout autre végétation» et ce, pour annihiler considérablement le risque de départ de feux en cette période de sécheresse. Dans la note, il est également recommandé aux résidents des alentours des bois de protéger leurs habitations «d'une ceinture désherbée et d'éviter tout stockage de produits inflammables à l'intérieur».

Avant de terminer, les responsables de la commune de Mizrana n'ont pas manqué d'informer les citoyens de «leur disponibilité ainsi que de celle des services de la Protection civile et des forêts à recueillir toute signalisation de départ d'incendie» afin d'agir rapidement sur les petits foyers et de limiter ainsi les dégâts. Enfin, il reste à souhaiter vivement l'adhésion massive des habitants à cette initiative salvatrice, mais pas du tout habituelle, afin de protéger les humains dans leur cadre de vie.

Mohamed Ghernaout

Le subdivisionnaire agricole de M'chedallah précise

Suite à l'article paru le 5/7/2008 en page 7 du quotidien *Le Soir d'Algérie* sous le titre «La RN 15 bloquée pour une banale histoire», je tiens à apporter les précisions suivantes pour mieux éclairer l'opinion publique. Même si les informations rapportées par le journaliste concernant l'affaire des agriculteurs de la commune d'Aghbalou sont proches de la réalité, il est néanmoins utile de rétablir la vérité en démentant formellement les propos qui me sont attribués et selon lesquels, j'aurai traité quelques agriculteurs de voleurs. Mon seul tort dans cette affaire, en tant que subdivisionnaire agricole de M'chedallah et commis de l'Etat, est d'avoir refusé de participer à la dilapidation de l'argent du FNDRA et je suis tenu de veiller à son utilisation à bon escient, en refusant d'approuver les dossiers d'une grande partie d'agriculteurs pour des parcelles imaginaires et dont certains ont carrément présenté à la délégation agricole de ladite commune des fiches techniques purement et simplement falsifiées par le recours au scanner.